

Bulletin d'histoire politique

Le dilemme d'un faux anglophone

Kevin Henley



Volume 5, numéro 2, hiver 1997

Les anglophones du Québec à l'heure du plan B

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063603ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063603ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Henley, K. (1997). Le dilemme d'un faux anglophone. *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 62–65. <https://doi.org/10.7202/1063603ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Le dilemme d'un faux anglophone



Kevin Henley
Cégep de Saint-Laurent

En 1996, il est devenu de plus en plus difficile pour un anglophone de rester sympathique au mouvement indépendantiste québécois, ou du moins de rester favorable à l'autodétermination. Tout le monde s'attend à ce que les quelques anglophones qui furent sympathiques à la cause autrefois retournent au bercail pancanadien. La majorité des anglophones tolère de moins en moins des moutons noirs pro-indépendantistes, tandis que la majorité des francophones suppose qu'après le dernier référendum, à cause de la montée du vote «séparatiste», ces quelques anglophones sympathiques vont finalement entendre l'appel de la race.

Pourtant, objectivement il n'y a strictement rien qui a changé dans ce domaine. Si j'estimais en 1980 que le Québec devait devenir indépendant, tout simplement parce que chaque peuple distinct a le droit démocratique à son propre État, rien de ce qui est arrivé entre-temps ne devrait me faire changer d'idée. Les aléas de la conjoncture politique ne devraient pas avoir d'effet sur des phénomènes aussi fondamentaux.

Je suis donc d'avis que mes premières convictions concernant le Québec furent essentiellement bonnes. Déjà en 1968 je me souviens d'avoir scandé «Vive le Québec libre!» à l'occasion d'une conférence internationale tenue à Montréal. À cette époque, j'ai été un jeune membre d'une des nombreuses petites organisations marxistes, créées dans la foulée de la Nouvelle gauche américaine. Comme moi, la plupart des membres étaient basés à Toronto, mais on avait bien deux (!) membres francophones à Montréal.

Bien sûr, comme plusieurs autres jeunes contestataires de l'époque, même parmi les francophones, j'ai pris du temps à me convaincre que ce serait une

bonne chose que d'appuyer un mouvement si «bourgeois». De fait, le marxisme a toujours eu une difficulté énorme à composer avec le sentiment nationaliste; notre petit groupe marxiste n'a probablement pas fait davantage de «gaucheries» que d'autres groupes de la même période. D'ailleurs, comme tous les progressistes torontois, nous avons beaucoup d'admiration pour le Québec des années 60 et 70, où les choses bougeaient beaucoup plus qu'à Toronto.

Après une série de mésaventures politiques dans cette ville, j'ai pris la décision de devenir un immigrant (d'origine canadienne) au Québec. Je me suis donc établi à Montréal, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, qui n'est pas précisément un bastion du séparatisme québécois, mais ma décision de poursuivre des études universitaires en langue française m'a quand même plongé dans une ambiance nationaliste.

Peu de temps après mon arrivée à Montréal, en 1974, j'ai appris de ma mère que le Monsieur Henley qui m'avait donné son nom de famille n'était que mon père adoptif et que mon père biologique était plutôt d'origine canadienne-française! Qui plus est, ce père biologique semblait avoir eu des sentiments positifs envers le marxisme en Colombie-Britannique, vers la fin des années 40.

Me voilà donc un petit ex-marxiste torontois, habitant Montréal et tombant progressivement sous l'influence de la bourgeoisie péquiste. Cela explique mon implication dans le référendum de 1980, en tant que scrutateur pour le Parti québécois dans Montréal-Ouest où je n'ai enregistré, pendant toute la journée, que deux «Oui» et 150 «Non», dont celui du pdg du Canadien Pacifique... J'ai été encore bien en place au sein des souverainistes lors des élections de 1981, étant un des sept candidats anglophones du Parti québécois, dont un fut élu.

Les choses se sont gâchées par la suite, pour moi comme pour plusieurs milliers d'autres péquistes relativement progressistes. De toute évidence, il fallait que je quitte le Parti québécois en 1982, lors de l'assaut du gouvernement contre les syndiqués du secteur public. Je suis resté fidèle, toutefois, au projet indépendantiste pendant quelques années, militant brièvement dans des organismes comme le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI). J'ai même témoigné devant la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir du Québec, en tant qu'anglophone favorable à l'indépendance.

Aujourd'hui, cependant, je ne suis plus prêt à m'aligner aussi rapidement du côté «séparatiste». Bien sûr, je suis encore d'avis que l'indépendance serait une

option politique plus démocratique que le statu quo, mais je ne vois pas comment le Québec va réaliser ce but. Le peuple québécois ne me semble pas encore prêt à poser ce geste, face à une opposition intérieure si tenace (celle des anglophones et des allophones toujours très majoritairement «canadiens») et à une opposition extérieure si féroce (celle du Canada anglais du plan B).

Mon dilemme est surtout alimenté par le fait que mon appui au mouvement indépendantiste n'a jamais eu beaucoup d'effet. La raison à cela est bien simple: il semble que je ne suis qu'un faux anglophone. Depuis 1980, mon travail principal c'est l'enseignement dans des universités et des cégeps francophones, surtout l'UQAM et le Cégep de Saint-Laurent. Appuyer l'indépendance dans des lieux pareils n'exige aucun courage et, en conséquence, n'a aucun effet. De fait, on me considère comme une sorte de «freak» politique, soit quelqu'un qui pense le contraire de ce qu'il est censé penser. L'histoire étonnante de mes origines francophones n'ajoute rien à mon appartenance plutôt fictive à la minorité anglophone du Québec.

De plus, je suis frappé par la même maladie qui a atteint beaucoup de gens qui furent si progressistes autrefois. Je reste assez fidèle à mes convictions social-démocrates, mais je vois que la planète vogue, depuis à peu près 1980, dans une direction très conservatrice et individualiste, aux antipodes de la social-démocratie. La même chose semble arriver à l'indépendance du Québec; le monde ne semble plus aller dans cette direction-là, même pas dans l'ancienne URSS.

Toutefois, en dépit de tout cela, il y a des constantes. Quelle que soit la conjoncture, aussi longtemps que le Québec continue à exister, l'option indépendantiste (et social-démocrate) me semble encore la meilleure option disponible. Paradoxalement, c'est ma propre condition de faux anglophone qui m'amène encore au même résultat qu'autrefois.

À dire vrai, je ne suis pas du tout un faux anglophone. Je suis encore un «bloke» véritable, en dépit de mes origines plutôt amusantes, en dépit aussi de mon appui démocratique pour l'indépendance. Rien ne peut changer le fait que j'ai passé les premiers 28 ans de ma vie en pensant que j'avais des origines britanniques (dont la moitié est même biologiquement exacte). Ma façon de penser, de parler, d'écrire est encore foncièrement canadienne-anglaise, peu importe ma francophilie ou ma social-démocratie minoritaires.

Certes, selon la définition officielle, je suis un Québécois, puisque j'habite ce territoire et que j'ai un sentiment véritable d'appartenance. Il reste que dans ma tête, ainsi qu'aux yeux de mes concitoyens, je demeure encore culturellement un «Canadian».

Ce qui reste incontournable, c'est que je ne peux jamais devenir un *pure laine*, soit un Québécois d'origine canadienne-française. Quel que soit le discours officiel, c'est cette deuxième définition de ce qu'est un Québécois qui reste encore la bonne définition. Or, je ne fais pas partie de ces intellectuels de la rectitude politique (limitée) qui pensent que cela est en soi une mauvaise chose.

Sociologiquement parlant, la nation québécoise existe, son caractère distinct existe, à cause de l'existence de cette majorité de Canadiens français qui habitent le Québec. Au moins 80 % du Canada français a toujours habité le Québec et au moins 80 % des Québécois ont toujours été des Canadiens français. Aussi longtemps que ce phénomène existe, la nation québécoise existe, et l'option indépendantiste demeure la meilleure option démocratique.

Ainsi, ce qui fait en sorte que je suis quand même un vrai anglophone, appartenant à la minorité (nationale) canadienne-anglaise au Québec, est le même phénomène qui définit le Québec le plus profondément. Seule la disparition de la majorité canadienne-française au Québec pourrait changer pour de vrai la réalité politique.